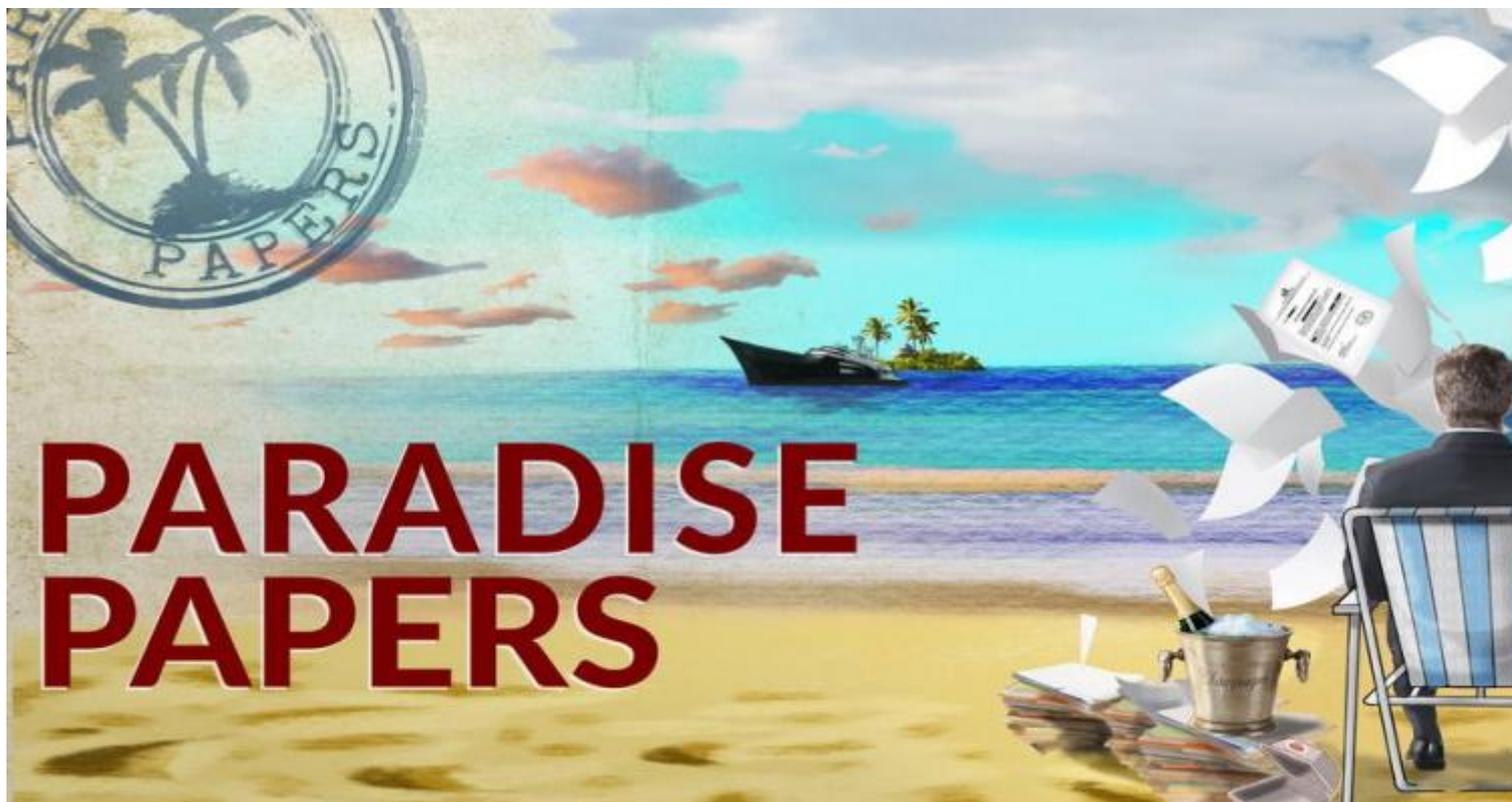


Dans un monde à part...



Le scandale déclenché par la diffusion des dits « Paradise Papers », une espèce de seconde saison des dits « Panama Papers », est en train de confirmer la certitude du fait que les plus riches de notre planète ont créé un monde à part où l'oligarchie internationale gère ses finances en marge des normes juridiques et des régulations des États.

Bien que le commun dénominateur en ce moment soit l'excuse selon laquelle déposer les capitaux ou faire des transactions dans les paradis fiscaux disséminés un peu partout dans le monde, ne sont pas nécessairement des actes illégaux, ce serait une grande ingénuité que de croire à cette explication sur laquelle insistent même plusieurs hauts fonctionnaires publics affairés à enlever de l'importance aux révélations.

Tel est le cas du secrétaire aux finances et au crédit public du Mexique, José Antonio Meade, qui a signalé que, selon les investigations faites dans ce pays, l'argent repéré dans ces endroits avait déjà été déclaré et les impôts correspondants payés.

La première question qui vient à l'esprit est que s'il s'agit de sommes légales, alors à quoi bon de les cacher dans des endroits où le thème fiscal est traité avec une grande opacité.

Quel sens aurait le fait de déposer de l'argent propre dans des endroits dont la puanteur est perceptible à des milliers de kilomètres?

Comme chacun sait, un paradis fiscal est un endroit dans lequel on offre aux milliardaires la possibilité de fonder des entreprises ou d'inscrire leur adresse légale profitant d'un régime fiscal très bas.

À ce qu'il semble, les services incluent aussi des dépôts sur des comptes qui échappent aux contrôles internationaux ou acheter des biens d'un coût élevé en évadant les régulations.

Le tout, dans le secret le plus absolu, qui est la pierre angulaire de ce système financier parallèle qui englobe des milliards de dollars.

Le sénateur et ex pré-candidat à la présidence des États-Unis, Bernie Sanders, a signalé à propos des Paradise Papers » que ceux-ci montrent comment les multimillionnaires et les entreprises transnationales deviennent de plus en plus riches car ils cachent leur richesses et leurs bénéfices pour éviter de payer leur juste part des impôts ».

Il a ajouté que le plus grand thème de nos temps est le mouvement rapide vers une oligarchie internationale dans laquelle une poignée de milliardaires sont propriétaires ou contrôlent une partie significative de l'économie globale.

Grâce à l'obscur architecture financière des paradis fiscaux, de grands consortiums comme Nike ou Apple réduisent leurs impôts de plusieurs millions de dollars en déplaçant des capitaux d'un endroit à l'autre.

Des magnats de n'importe quel partie du monde peuvent acheter des yachts ou des avions exécutifs en évadant les régulations internationales ou celles des pays où ils sont fabriqués.

Comme nous l'avons dit au -début, il s'agit d'un monde à part où le droit de citoyenneté est basé sur le montant des capitaux et où l'on applique au pied de la lettre la sentence selon laquelle dans le monde des grandes affaires, la règle d'or stipule que ceux qui possèdent l'or sont ceux qui établissent les règles.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/146877-dans-un-monde-a-part>



Radio Habana Cuba